

Art. 16. La subvention est payée sur demande. La demande comprend une copie de l'acte d'acquisition ou de l'arrêt stipulant le prix. Le paiement doit être demandé dans les trois ans après la réception de l'arrêté ministériel en vertu duquel la subvention a été accordée, sous peine d'échéance de la subvention.

CHAPITRE III. — *Supervision et contrôle de progression*

Art. 17. Le département contrôle le respect des conditions fixées au présent arrêté.

Art. 18. Un fonctionnaire peut être désigné au sein du département en vue de suivre le projet stratégique au niveau de son contenu. Cette désignation est communiquée au coordinateur du projet. La façon de suivre du projet quant à son contenu par le fonctionnaire est définie en concertation mutuelle entre le fonctionnaire concerné et le coordinateur de projet.

CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 19. Aucun appel tel que visé à l'article 3 n'est lancé en 2007.

Art. 20. L'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1996 portant l'intervention de la Région flamande relative aux mesures dans le cadre de la politique foncière et immobilière, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 14 décembre 2001, 23 avril 2004 et 23 juin 2006, est abrogé à l'exception du chapitre III "Intervention pour la mise à jour de l'inventaire communale des parcelles non bâties" de cet arrêté, et avec maintien de l'application de l'article 21.

Art. 21. Des demandes visant la promesse de subvention à l'acquisition telles que visées au chapitre II de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1996 portant l'intervention de la Région flamande relative aux mesures dans le cadre de la politique foncière et immobilière, peuvent encore être introduites jusqu'au 1^{er} mars 2008. De telles demandes, ainsi que les demandes de paiement qui les suivent et les demandes de paiement pour des projets pour lesquels à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté une promesse de subvention avait déjà été faite, seront traitées conformément aux dispositions du chapitre II et du chapitre IV de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 1996 précité. Les demandes de paiement doivent être introduites au plus tard jusqu'à cinq ans après la promesse de subvention, sous peine d'échéance de la subvention.

Art. 22. L'arrêté du Gouvernement flamand du 4 juin 2004 portant les conditions d'agrément et/ou de subvention de projets stratégiques dans le cadre du Schéma de Structure d'Aménagement de la Flandre, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 juin 2006, est abrogé, avec maintien de l'application de l'article 23.

Art. 23. Des demandes visant l'agrément d'un projet stratégique tel que visé au chapitre II de l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 juin 2004 portant les conditions d'agrément et/ou de subvention de projets stratégiques dans le cadre du Schéma de Structure d'Aménagement de la Flandre, peuvent encore être introduites jusqu'au 1^{er} mars 2008. De telles demandes, ainsi que les demandes de paiement qui les suivent et les demandes de subventionnement de projets stratégiques qui à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté étaient déjà approuvées, seront traitées conformément aux dispositions du chapitre III et du chapitre IV de l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 juin 2004 précité.

Une prolongation unique de la période de subventionnement peut être demandée jusqu'au 1^{er} mars 2008 pour les projets stratégiques qui étaient déjà agréés et subventionnés à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Les demandes, ainsi que les demandes de subventionnement qui les suivent, seront traitées conformément aux dispositions du chapitre III et du chapitre IV de l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 juin 2004 précité.

Toutes les autres demandes, même si elles ont trait à un projet approuvé ou subventionné auparavant, seront traitées conformément aux dispositions du présent arrêté. Une demande de subventionnement de terrains, bâtiments ou constructions liée à un projet stratégique qui a été agréé et subventionné conformément aux dispositions de l'arrêté du 4 juin 2004 précité mais qui est introduite après le 1^{er} mars 2008, sera traité conformément aux conditions du présent arrêté, à condition que le projet stratégique agréé est assimilé à un projet stratégique pour lequel une subvention a été accordée telle que visée au chapitre II, section 1^{re}.

Art. 24. Le Ministre flamand ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 octobre 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand des Finances et du Budget et de l'Aménagement du Territoire,
D. VAN MECHELEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4560

[2007/203411]

7 NOVEMBRE 2007. — Décret relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1° "maison de repos" : l'établissement tel que défini à l'article 2, 1°, du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du Troisième Age;

2° "résidence-services" : résidence-services telle que définie à l'article 2, 2°, du même décret;

3° "centre d'accueil de jour" : centre tel que défini à l'article 2, 3°, du même décret;

4° "court-séjour" : séjour tel que défini à l'article 2, 11°, du même décret;

5° "établissement d'accueil pour personnes âgées" : une maison de repos, une résidence-services et un centre d'accueil de jour;

6° "organisme demandeur" : un pouvoir subordonné, une fondation ou une association sans but lucratif;

7° "investissements" : les dépenses engagées pour les travaux de construction, d'extension et de transformation, tels que visés aux 8°, 9° et 10° du présent article, l'acquisition telle que visée au 14° du présent article, l'équipement ou l'appareillage de maisons de repos par des organismes demandeurs, à l'exception de l'achat de terrains;

8° "construction" : une nouvelle construction d'une maison de repos comprenant toujours un gros œuvre;

9° "extension" : une construction neuve sur le même site d'une maison de repos;

10° "transformation" : toute intervention matérielle à l'exception de l'extension et des travaux d'entretien ou des travaux de remplacement indispensables à cause de l'usure, visant à l'amélioration ou la rénovation d'une maison de repos ou d'un immeuble susceptible d'être affecté à une destination fonctionnelle de maison de repos;

11° "remplacement" : substitution des infrastructures d'un établissement d'accueil pour personnes âgées par des nouvelles infrastructures;

12° "reconditionnement" : adaptation des infrastructures d'un établissement d'accueil pour personnes âgées existant afin que ces dernières répondent aux normes fixées eu égard à sa destination;

13° "reconversion" : adaptation des infrastructures d'un établissement existant afin que ces dernières répondent aux normes fixées dans le cadre de l'accueil et de l'hébergement des personnes âgées;

14° "acquisition" : contrat non résiliable par lequel un financier se charge, sur proposition de l'organisme demandeur et à un prix déterminé, de la construction neuve, de l'extension ou de la transformation d'un bien immobilier sur un terrain qui est la propriété de l'organisme demandeur et sur lequel est constitué un droit de superficie pour la durée du contrat, impliquant l'obligation de donner à l'organisme demandeur le droit d'usage de la construction neuve, de l'extension ou de la transformation pour la durée du contrat, de sorte que l'organisme demandeur devient propriétaire de la maison de repos sans indemnité supplémentaire.

CHAPITRE II. — *Des règles relatives à l'octroi des subsides*

Art. 3. § 1^{er}. Il peut être accordé, à charge du budget de la Région wallonne, des subsides pour les investissements dans les maisons de repos, y compris celles qui pratiquent les courts-séjours, et dans les centres d'accueil de jour.

Il peut également être accordé, à charge du budget de la Région wallonne, des subsides pour les investissements dans les résidences-services qui s'inscrivent dans le cadre d'une offre complète et diversifiée de prise en charge des personnes âgées.

Le taux de ces subsides est d'au maximum 60 % du coût de ces investissements.

§ 2. Dans le cas d'investissements pour des établissements d'accueil pour personnes âgées et de remplacement d'établissements d'accueil pour personnes âgées existants, le Gouvernement fixe les coûts maxima à prendre en considération pour l'octroi des subsides.

§ 3. Pour le reconditionnement d'établissements d'accueil pour personnes âgées existants, le Gouvernement fixe les critères de base techniques aux fins d'établir le coût maximum admissible au bénéfice des subsides. Ce coût maximum couvre les frais généraux et les taxes généralement quelconques.

Art. 4. § 1^{er}. L'octroi des subsides est subordonné aux conditions suivantes :

1° l'organisme demandeur doit se conformer aux normes fixées pour l'agrément des établissements d'accueil pour personnes âgées;

2° la création, le maintien ou la reconversion d'établissements d'accueil pour personnes âgées s'insère, le cas échéant, dans le cadre du programme d'implantation et de capacité fixé par le Gouvernement;

3° l'organisme demandeur doit soit être propriétaire, soit exercer un droit réel ou un droit de jouissance sur l'établissement d'accueil pour personnes âgées, pour une période au moins égale à la durée d'amortissement comptable de l'investissement, laquelle s'étale au moins sur vingt ans;

4° l'organisme demandeur prend en compte, selon les modalités fixées par le Gouvernement, les nécessités du développement durable et de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

§ 2. Le maintien des subsides est subordonné à la condition que, sous peine de devoir rembourser les sommes reçues à titre de subsides, l'organisme demandeur ne modifie pas l'affectation de l'établissement sans l'autorisation préalable du Gouvernement.

Art. 5. Le Gouvernement fixe les critères et modalités d'octroi des subsides visés par le présent décret, d'exécution du marché et de paiement de la subvention en tenant compte des éléments suivants :

1° sauf pour les dossiers concernant exclusivement des investissements mobiliers ainsi que pour les autres projets de travaux n'impliquant pas une modification de la superficie ou de l'affectation des locaux, le maître de l'ouvrage demandeur de la subvention soumet son avant-projet à l'accord du Gouvernement;

2° sous peine de forclusion, dans un délai de deux ans à dater de la notification de l'accord sur avant-projet, le demandeur transmet au Gouvernement, pour accord, soit son projet global, soit le projet relatif à la première phase du programme de réalisation défini dans l'avant-projet. Ce délai peut être prolongé;

3° dans les douze mois à dater de la notification de l'accord sur projet, le demandeur transmet au Gouvernement le dossier complet relatif à l'attribution du marché. Ce délai peut être prolongé;

4° le montant qui peut être admis au bénéfice du subside concerne les postes suivants :

a. le montant de l'offre approuvée, éventuellement modifiée en fonction des travaux supplémentaires et modificatifs qui ont été autorisés;

b. les révisions de prix contractuelles prévues par le cahier spécial des charges;

c. la taxe sur la valeur ajoutée;

d. les frais généraux fixés sur la base des montants visés aux points *a.*, *b.* et *c.* selon un pourcentage déterminé par le Gouvernement tous les cinq ans;

5° les travaux modificatifs ou supplémentaires ne sont subsidiables que s'ils ne dépassent pas 10 % du marché initial approuvé, indexation non comprise.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 6. L'article 5, § 4, 2°, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne est remplacé par la disposition suivante :

« 2° le décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées; ».

Art. 7. La loi du 22 mars 1971 octroyant des subsides pour la construction de maisons de repos pour personnes âgées est abrogée.

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur à une date déterminée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 novembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon, 642 (2007-2008), n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance publique du 7 novembre 2007.

Discussion - Votes.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4560

[2007/203411]

7 NOVEMBER 2007. — Decreet betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit decreet regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "rustoord" : inrichting zoals bedoeld in artikel 2, 1°, van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du Troisième Age" (Waalse Raad voor de Derde Leeftijd)

- 2° "service-flat" : service-flat zoals bedoeld in artikel 2, 2°, van hetzelfde decreet;
- 3° "dagcentrum" : dagcentrum zoals bedoeld in artikel 2, 3°, van hetzelfde decreet;
- 4° "kort verblijf" : verblijf zoals bedoeld in artikel 2, 11°, van hetzelfde decreet;
- 5° "inrichting voor de opvang van bejaarde personen" : rustoord, serviceflat en dagcentrum;
- 6° "verzoekende instelling" : ondergeschikte overheid, stichting of vereniging zonder winstoogmerk;
- 7° "investeringen" : uitgaven voor de bouw-, uitbreidings- en verbouwwerken bedoeld in 8°, 9° en 10°, van dit artikel, voor de aanwervingen bedoeld in 14° van dit artikel, de uitrustingen of apparaturen voor rustoorden door de verzoekende instellingen, behalve de aankoop van terreinen;
- 8° "bouw" : bouw van een nieuw rustoord waarbij altijd ruwbouw komt kijken;
- 9° "uitbreiding" : nieuwbouw op de site van een rustoord;
- 10° "verbouwing" : elke materiële tussenkomst, behalve uitbreiding en de wegens slijtage nodige onderhouds- of vervangingswerken tot verbetering of renovatie van een rustoord of een gebouw dat als rustoord zou kunnen dienen;
- 11° "vervanging" : vervanging van de infrastructuur van een inrichting voor de opvang van bejaarde personen door nieuwe infrastructuur;
- 12° "herconditionering" : aanpassing van de infrastructuur van een bestaande inrichting voor de opvang van bejaarde personen opdat ze zouden voldoen aan de normen die zijn vastgelegd met inachtneming van de bestemming ervan;
- 13° "aanpassing" : aanpassing van de infrastructuur van een bestaande inrichting voor de opvang van bejaarde personen opdat ze zouden voldoen aan de normen die zijn vastgelegd in het kader van de opvang en de huisvesting van bejaarde personen;
- 14° "aanwerving" : niet-opzegbaar contract op grond waarvan een financier op voorstel van de verzoekende instelling tegen een bepaalde prijs instaat voor de nieuwbouw, de uitbreiding of de verbouwing van een onroerend goed op een terrein dat eigendom is van de verzoekende instelling en dat voor de duur van het contract het voorwerp is van een oppervlakterecht, hetgeen inhoudt dat de verzoekende instelling voor de duur van het contract recht moet krijgen op het gebruik van de nieuwbouw, de uitbreiding of de verbouwing, zodat ze zonder bijkomende vergoeding eigenaar van het rustoord wordt.

HOOFDSTUK II. — Regels voor de toekenning van subsidies

Art. 3. § 1. Er kunnen subsidies ten laste van de begroting van het Waalse Gewest toegekend worden voor investeringen in rustoorden, die voor kortverblijven inbegrepen, en in dagcentra.

Er kunnen ook subsidies ten laste van de begroting van het Waalse Gewest toegekend worden voor investeringen in serviceflats die passen in het kader van een uitvoerig en veelzijdig aanbod inzake tenlasteneming van bejaarde personen.

Het percentage van die subsidies bedraagt maximum 60 % van de kostprijs van de investeringen.

§ 2. In het geval van investeringen voor inrichtingen tot opvang van bejaarde personen en voor de vervanging van bestaande inrichtingen tot opvang van bejaarde personen bepaalt de Regering de maximumkostprijs die in aanmerking genomen moet worden bij de toekenning van de subsidies.

§ 3. Wat betreft de herconditionering van bestaande inrichtingen tot opvang van bejaarde personen, bepaalt de Regering de technische basiscriteria op grond waarvan de maximumkostprijs voor de toekenning van de subsidies berekend wordt. Deze maximumkostprijs omvat de algemene onkosten en de taksen.

Art. 4. § 1. De subsidies worden toegekend voor zover de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° de verzoekende instelling voldoet aan de normen tot erkenning van de inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen;

2° de creatie, instandhouding of aanpassing van inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen beantwoordt desgevallend aan het vestigings- en capaciteitsprogramma dat door de Regering is vastgelegd;

3° de verzoekende instelling moet hetzij eigenaar zijn, hetzij een zakelijk recht of een genotsrecht op de inrichting voor de opvang van bejaarde personen uitoefenen over een periode die minstens gelijk is aan de duur van de boekhoudkundige afschrijving van de investering, die minimum twintig jaar bedraagt;

4° de verzoekende instelling houdt rekening met de eisen van de duurzame ontwikkeling en de toegankelijkheid voor personen met beperkte beweeglijkheid, met inachtneming van de modaliteiten die de Regering bepaalt.

§ 2. De toekenning van de subsidies is ondergeschikt aan de voorwaarde dat de verzoekende instelling de bestemming van de inrichting niet wijzigt zonder de voorafgaande toestemming van de Regering, op straffe van verplichte terugbetaling van de als subsidies ontvangen sommen.

Art. 5. De Regering bepaalt de criteria en de modaliteiten tot toekenning van de subsidies bedoeld in dit decreet, tot uitvoering van de opdracht en tot betaling van de subsidies, met inachtneming van de volgende elementen :

1° behalve voor de dossiers die uitsluitend betrekking hebben op roerende investeringen, alsook voor de overige projecten van werken die geen wijziging van de oppervlakte of van de bestemming van lokalen inhouden, legt de opdrachtgever die de subsidie aanvraagt zijn voorontwerp voor akkoord over aan de Minister;

2° op straffe van verval maakt de verzoeker binnen een termijn van twee jaar, die ingaat op de datum van kennisgeving van het akkoord over het voorontwerp, hetzij zijn globaal project, hetzij het project betreffende de eerste fase van het uitvoeringsprogramma dat in het voorontwerp vastligt voor akkoord over aan de Regering. Deze termijn kan verlengd worden;

3° binnen twaalf maanden vanaf de datum van kennisgeving van het akkoord over het project maakt de verzoeker het volledige dossier betreffende de toewijzing van de opdracht aan de Regering over. Deze termijn kan verlengd worden;

4° het bedrag dat in aanmerking kan komen voor de toekenning van de subsidie betreft de volgende posten :

a. het bedrag van de goedgekeurde offerte, eventueel gewijzigd naar gelang van de toegelaten bijkomende en wijzigende werken;

b. de contractuele prijsherzieningen waarin het bestek voorziet;

c. de belasting op de toegevoegde waarde;

d. de algemene onkosten berekend op basis van de bedragen bedoeld in *a.*, *b.* en *c.* volgens een percentage dat om de vijf jaar door de Regering wordt bepaald;

5° de wijzigende of bijkomende werken komen slechts in aanmerking voor subsidies als ze niet 10 % van de goedgekeurde initiële opdracht overschrijden, indexering niet inbegrepen. »

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 6. Artikel 5, § 4, 2°, van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven wordt vervangen als volgt :

« 2° het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen tot opvang van bejaarde personen; ».

Art. 7. De wet van 22 maart 1971 tot subsidiëring van de bouw van rustoorden voor bejaarden wordt opgeheven.

Art. 8. Dit decreet treedt in werking op een door de Regering vastgelegde datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 november 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting en Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD.

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement 642 (2007-2008), nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 7 november 2007.

Bespreking - Stemmingen.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 4561

[S - C - 2007/31497]

8 NOVEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale portant approbation de la décision de la ville de Bruxelles d'abroger totalement le plan particulier d'affectation du sol n° 60-37 « Cité Modèle » approuvé par arrêté de l'Exécutif du 28 octobre 1993

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire, notamment les articles 58 à 61;

Vu le plan régional d'affectation du sol approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2001;

Vu le plan régional de développement approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 septembre 2002.

Vu le plan particulier d'affectation du sol n° 48-02 « Cité Modèle » de la ville de Bruxelles approuvé par arrêté de royal du 10 septembre 1968;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 4561

[S - C - 2007/31497]

8 NOVEMBER 2007. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende goedkeuring van de beslissing van de stad Brussel tot volledige opheffing van het bijzonder bestemmingsplan nr. 60-37 « Modelwijk », goedgekeurd bij besluit van de Executieve van 28 oktober 1993

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening, voornamelijk op de artikelen 58 tot 61;

Gelet op het gewestelijk bestemmingsplan, goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2001;

Gelet op het gewestelijk ontwikkelingsplan, goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 september 2002;

Gelet op het bijzonder bestemmingsplan nr. 48-02 "Modelwijk" van de stad Brussel goedgekeurd bij koninklijk besluit van 10 september 1968;